

La société civile : un partenaire essentiel pour une transition post-MONUSCO réussie

Sommaire exécutif

Les discussions sur l'avenir de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) sont au centre des préoccupations des instances politiques et de la communauté internationale depuis de nombreuses années. Avec l'accélération du retrait de la mission onusienne, des questions cruciales ont émergé concernant la manière de prévenir un effondrement sécuritaire dans une région où les populations souffrent depuis des décennies de la violence des groupes armés.

La gravité de la situation sécuritaire actuelle pose de sérieux obstacles aux efforts des acteurs nationaux et régionaux pour répondre aux besoins de protection de la population, rendant difficilement envisageable la perspective d'un retrait imminent de la mission. Les civils étant les principales victimes des affrontements entre groupes armés, la communauté internationale doit intensifier ses efforts pour restaurer la paix et la stabilité en RDC, et soutenir les autorités nationales dans la mise en œuvre de réformes essentielles dans les secteurs de la sécurité et de la justice.

Dans cette note politique, le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) propose une analyse des principaux défis liés au retrait de la MONUSCO et présente une série de recommandations visant à assurer une transition sûre, progressive et adaptée aux évolutions du contexte sécuritaire, dans laquelle la société civile joue un rôle clé. Le départ de la MONUSCO représente un moment charnière pour la RDC, et seule une appropriation locale renforcée, garantie par l'inclusion de la société civile dans le processus, pourra garantir une transition réussie.

Contexte

Le 28 février 2024 a marqué une nouvelle étape dans le processus de retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), présente depuis plus de deux décennies. Cette nouvelle étape vers un désengagement accéléré et complet, marqué par son départ du Sud-Kivu le 30 juin, représentait un tournant majeur pour la RDC, désormais résolue à assumer pleinement le rôle de garante de sa propre stabilité.

Depuis sa création le 30 novembre 1999 par la résolution 1279 à la suite de l'accord de Lusaka, la MONUSCO (ex-MONUC) a été le témoin direct des bouleversements qui ont traversé l'histoire congolaise. Cette évolution se reflète dans les nombreuses modifications apportées à son mandat. D'abord un acteur indispensable pour accompagner la mise en application du cessez-le-feu et pour assurer la protection des civils et du personnel humanitaire, la mission voit progressivement son mandat étendu. Mais c'est la complexification du paysage sécuritaire de la région, caractérisée par une montée en puissance des groupes armés rebelles, qui va positionner la MONUSCO comme un important acteur militaire. À la suite de l'émergence du M23 et de la capture de la ville de Goma en novembre 2012¹, une nouvelle Brigade d'Intervention de la Force (FIB), dotée d'un mandat exceptionnel pour entreprendre des actions offensives unilatérales, est formée. Inédit dans l'histoire des missions de maintien de la paix des Nations Unies (NU), cette évolution marque un tournant décisif qui va profondément impacter l'image de la MONUSCO dans la sous-région.

Amorcé dès 2021, le retrait progressif, ordonné, responsable, et durable² de la MONUSCO s'accélère en 2023³. Mise en cause pour son incapacité à protéger les populations civiles et à empêcher la prolifération de groupes armés dans les trois provinces de l'Est et ceci malgré un budget considérable, la mission faisait depuis plusieurs années face au mécontentement croissant de l'opinion publique⁴. Plusieurs manifestations organisées au cours de ces dernières années et ayant parfois provoqué la mort de plusieurs civils et soldats onusiens⁵ illustrent ce phénomène. Confrontée à son impopularité et aux pressions exercées par le gouvernement congolais, le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) a finalement entériné un plan de désengagement, tout en prolongeant le mandat de la mission pour une année supplémentaire. En commençant par le Sud-Kivu, cette stratégie en trois phases a un double enjeu : le retrait complet des troupes et le transfert graduel et ordonné de l'ensemble des responsabilités au gouvernement congolais et aux équipes pays des NU avec pour objectifs principaux la protection des civils et la consolidation des acquis.

Moins d'un an après le lancement du plan de désengagement et alors que le CSNU s'apprête à négocier la prochaine résolution de la mission onusienne, de nombreuses questions subsistent quant au réalisme et à la pertinence de l'actuelle stratégie. En effet, au-delà de ses fonctions de protection et de maintien de la paix, la MONUSCO a soutenu la mise en place d'un ensemble d'activités essentielles pour la stabilisation de la région. Peuvent notamment être citées l'appui aux réformes du secteur de la sécurité et de la justice, la mise en œuvre de programmes de Désarmement, de Démobilisation, de Réintégration, du Rapatriement, de la Réinstallation et de la Réduction de la Violence Communautaire (DDR/RR), la promotion et la protection des droits humains ou encore le soutien aux processus électoraux. Comment, face

¹ [The UN Intervention Brigade in the DRC](#), International Peace Institute, July 2013

² [Plan de transition de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo \(S/2021/807\)](#), UNSC, 17 septembre 2021

³ [Le gouvernement de la RDC et la MONUSCO signent un plan de désengagement pour le retrait de la mission](#), MONUSCO, 22 novembre 2023

⁴ [Majority of Congolese Reject East African Community Regional Force](#), Congo Research Group and Ebuteli, February 2023

⁵ [Rutshuru : 7 blessés lors des manifestations contre la MONUSCO à Nyamilima](#), Radio Okapi, 28 septembre 2022

[Nord-Kivu : un convoi de la MONUSCO attaqué par un groupe de civils à Kanyaruchinya](#), Radio Okapi, 2 novembre 2022

à l'ampleur de ces tâches, et alors que le pays est à nouveau plongé dans un conflit armé qui ne présente pour l'instant aucun signe de résolution, continuer à assurer un retrait à la fois ordonné, responsable et durable ? Bien que le CSNU n'ait pas encore établi de date limite pour le départ des forces restantes, les nombreux risques associés à un départ trop précipité, soulignés par les nombreux travaux de la société civile, ainsi que les récentes réserves du gouvernement congolais à accélérer ce processus⁶, invitent à une réflexion plus poussée sur les insuffisances de l'actuelle stratégie de désengagement.

Les expériences passées ont démontré que les périodes de transition des missions de maintien de la paix engendrent généralement d'importantes vulnérabilités sécuritaires. Dans ce contexte, **les membres du réseau EurAc tiennent à souligner que la protection des civils et des droits humains doit demeurer une priorité absolue pour le gouvernement congolais et pour la communauté internationale.** Il est essentiel que les prochaines étapes de mise en œuvre du plan de transition reposent sur une approche pragmatique, tenant compte des besoins et des aspirations de la population locale ainsi que des évolutions de la situation sécuritaire. **Les efforts doivent également se concentrer sur le renforcement des institutions nationales et locales, ainsi que sur l'amélioration des capacités des forces de sécurité et de défense gouvernementales mais également de la société civile,** éléments cruciaux pour garantir un futur retrait responsable, ordonné et durable.

Des défis persistants qui entravent le départ de la MONUSCO

Points clés

- Le retrait de la MONUSCO est en priorité **conditionné par la réduction significative des menaces posées par les groupes armés nationaux et étrangers.**
- Pour l'heure, l'augmentation des affrontements armés, en particulier entre les FARDC et le groupe rebelle du M23, et l'implication des pays voisins dans ce conflit sont révélateurs du climat d'insécurité qui règne dans les territoires de l'Est du pays.
- Les civils sont les principales victimes de cette détérioration considérable du climat sécuritaire. De **nombreuses violations de droits humains continuent d'être enregistrées dans les trois territoires de l'Est**, notamment au sein des groupes les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants.

⁶ Cette date un peu fantasmée selon laquelle, au 31 décembre 2024, la MONUSCO pourrait quitter le Congo, n'a jamais été actée ni par les autorités, ni par nous-mêmes, ni par le Conseil de sécurité, Actualité.cd, 21 septembre 2024

- Aucun des acteurs présents dans la région ne semble, à ce jour, en mesure d'assumer pleinement l'ensemble des tâches de protection de la MONUSCO sans accroître la vulnérabilité des populations locales. Cela souligne **le besoin immédiat et ininterrompu de garantir la protection des civils à chaque étape du plan de désengagement.**

Intensification de la crise sécuritaire et de l'instabilité régionale

Conformément au plan de transition commun établi en décembre 2023, le retrait de la MONUSCO est avant tout conditionné par la réduction significative des menaces posées par les groupes armés nationaux et étrangers. Pour l'heure et depuis l'annonce du départ de la mission du territoire congolais, plusieurs rapports d'experts et de la société civile locale et internationale attestent d'un renforcement du climat d'insécurité et de l'instabilité dans l'Est de la RDC. Ceci s'explique principalement par l'expansion rapide du M23 dans plusieurs territoires du Nord-Kivu. La reprise des affrontements entre le groupe rebelle, appuyé par l'armée rwandaise⁷, et les forces armées congolaises (FARDC) soutenues par les miliciens Wazalendos a eu pour conséquence une augmentation dramatique de la violence armée. En Ituri, ce sont les exactions des groupes armés CODECO, Zaire, et ADF qui font de ce territoire un important foyer d'insécurité. Ces récents développements viennent renforcer une situation complexe, caractérisée par la présence de plus d'une centaine⁸ de groupes armés non-étatiques aux intérêts rivaux.

Les organisations de la société civile et les acteurs locaux considèrent que la stratégie actuelle est limitée par son absence de prise en considération de l'influence du contexte régional sur la stabilisation de la RDC, et ceci malgré son rôle déterminant dans la définition de l'environnement sécuritaire congolais. L'implication des pays voisins et des autres acteurs régionaux qui instrumentalisent les groupes armés pour nourrir leurs intérêts économiques, politiques et sécuritaires est un frein considérable à la poursuite de la paix et de la stabilité. La mise en évidence de la présence d'entre 3,000 et 4,000 soldats rwandais activement impliqués aux côtés du M23 mais également du soutien actif de l'Ouganda⁹ aux rebelles témoigne de l'omniprésence des forces étrangères sur le territoire avec pour conséquence une aggravation des tensions régionales. La récente signature d'un cessez-le-feu entre la RDC et le Rwanda le 4 août n'a pour l'instant pas suffi à endiguer les violences. Au contraire, la poursuite des affrontements entre groupes armés en Ituri et au Nord-Kivu¹⁰ met en lumière la précarité de la situation sécuritaire.

⁷ [RDC : un rapport de l'ONU accuse le Rwanda de collusion avec le M23](#), Africanews, 13 August 2024

⁸ [Democratic Republic of the Congo, Populations at Risk](#), Global Centre for the Responsibility to Protect, 1 September 2024

⁹ [Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo \(S/2024/432\)](#), United Nations Security Council (UNSC), 9 July 2024

¹⁰ [United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo - Report of the Secretary-General \(S/2024/689\)](#), UNSC, 27 September 2024

Dans un tel contexte, et au vu des discussions en cours sur la prolongation du mandat de la MONUSCO, il convient de souligner qu'**un retrait total des troupes onusiennes doit être planifiée de façon réfléchie et graduelle pour éviter d'exposer davantage les populations locales et assurer la protection de l'intégrité du territoire de la RDC.**

Cette analyse est renforcée par l'absence d'acteurs suffisamment équipés pour faire face à cette aggravation de l'insécurité. Les nombreux dysfonctionnements internes de l'armée congolaise font qu'elle peine à assurer sa défense face aux groupes armés. L'absence d'une chaîne de commandement claire et l'intégration de combattants et d'éléments rebelles au sein de ses rangs sans formation préalable ont considérablement compromis sa capacité opérationnelle. Face à ces difficultés, le déploiement très controversé de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe en RDC (SAMIDRC) au mandat offensif présente également plusieurs limites. L'opposition du Rwanda à son intervention risque de renforcer davantage les tensions régionales. Qui plus est, la confusion qui règne autour de ses opérations militaires, ses difficultés financières et la méfiance des populations locales rend un transfert total de responsabilité peu réaliste à ce stade. Ces observations soulignent l'importance d'une collaboration continue avec les forces onusiennes, sentiment partagé par le gouvernement congolais comme l'illustre la décision du CSNU d'autoriser la MONUSCO à « renforcer la coordination, l'échange d'information et l'assistance technique¹¹ » de la SAMIDRC.

Urgence humanitaire et besoin immédiat de protection des civils

L'ampleur et l'intensité de cette crise ont pour conséquence immédiate une dégradation significative de la sécurité et des conditions de vie des populations qui font face à l'une des plus graves crises humanitaires du monde. Dès les premiers signes d'un retrait possible de la MONUSCO, la société civile, tant locale qu'internationale,¹² a continuellement démontré l'impact négatif d'un départ trop précipité sur le niveau de protection des civils. En effet, face à la multitude d'acteurs présentant une menace pour le bien-être et la sécurité des communautés des territoires de l'Est de la RDC, **il est impératif de tout mettre en œuvre pour prévenir un vide sécuritaire.**

Des données récentes fournies par la MONUSCO¹³ et appuyées par des acteurs de la société civile font état d'un nombre élevé d'exactions et autres actes de violences à l'encontre des populations, situation exacerbée par l'augmentation dramatique du nombre de déplacés interne depuis le début de l'année 2024¹⁴. Entre juin et septembre de cette année, 440 atteintes à la sécurité et 942 violation des droits humains (dont 64% attribuées aux groupes armés) ont été enregistrées en Ituri et au Nord-Kivu. La situation au Sud-Kivu reste également très fragile depuis le départ de la mission. Nos membres et leurs partenaires signalent une augmentation

¹¹ Adopting Resolution 2746 (2024), Security Council Authorizes UN Operation in Democratic Republic of Congo to Support Southern African Development Community Mission in Country, UNSC, 6 August 2024

¹² Résultat de l'évaluation préliminaire Sud-Kivu, RDC, Nonviolent Peaceforce, Mars 2024

¹³ United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo - Report of the Secretary-General (S/2024/689), UN SC, 27 September 2024

¹⁴ M23 conflict caused nearly 3 out of every 4 displacements in the DRC this year, Internal Displacement Monitoring Centre, 23 September 2024

des cas de violations des droits humains et d'abus¹⁵, ainsi que des difficultés croissantes à remplir leur mission dans les zones les plus enclavées, où l'acheminement de l'aide est entravée par la multiplication d'attaques. L'insécurité vécue par les groupes les plus vulnérables, et notamment les femmes et les enfants, génère de vives inquiétudes. Parce qu'ils font face à une précarité extrême, les violences sexuelles liées au conflit sont en augmentation constante au sein de ces deux groupes. Dans un rapport datant de septembre 2024, Médecins Sans Frontières (MSF) indique avoir pris en charge 17,363 victimes et survivants entre janvier et mai 2024 seulement au Nord-Kivu, soit 69% du nombre total de victimes traitées en 2023 dans les cinq provinces touchées par le conflit¹⁶.

Ces chiffres alarmants illustrent le besoin urgent et ininterrompu de garantir la protection des civils et des droits humains tout au long du processus de transition. Cet objectif est d'autant plus crucial que le gouvernement congolais ainsi que les acteurs présents sur le terrain éprouvent des difficultés à assumer cette responsabilité. Ciblées par des attaques répétées, les défenseurs de droits humains¹⁷ et le personnel humanitaire¹⁸ se heurtent à l'impossibilité de mener à bien leur mission. Sur le plan régional, les forces de la SAMIDRC ne disposent pas d'un mandat de protection des civils aussi étendu que celui de la MONUSCO. Son déploiement fait également face à la profonde méfiance des populations locales¹⁹, partiellement justifiée par le manque de transparence et de communication concernant les objectifs de cette nouvelle mission étrangère.

Il est finalement difficile d'envisager un transfert complet des tâches de protection aux FARDC, compte tenu de leur implication dans des actes criminels et des violations de droits humains²⁰, qui entretient ce climat d'insécurité. Le manque de discipline et le sentiment d'impunité qui prévalent au sein de ces rangs démontrent les difficultés des autorités congolaises à exercer un contrôle sur leur armée, avec pour conséquence une détérioration du niveau de protection des populations. Par ailleurs, les alliances tissées avec des acteurs armés étrangers et locaux exacerbent davantage cette situation. Dans le Nord-Kivu, la participation de nombreux combattants Wazalendos à des actes d'extorsion, d'enlèvements, de violences sexuelles et à l'enrôlement massif d'enfants soldats a été largement documentée²¹. Le 26 juillet dernier, l'Union Européenne (UE) a d'ailleurs sanctionné²² deux responsables pour leur implication dans ces graves violations des droits humains.

¹⁵ Rapport de l'ONG Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda

¹⁶ [MSF has and continues to treat more than two victims of sexual violence per hour in DRC](#), MSF, 30 September 2024

¹⁷ [RDC : les attaques contre les défenseurs des droits humains doivent cesser, selon une experte de l'ONU](#), OHCHR, 19 juin 2024

¹⁸ [Aid groups call on the international community as civilians continue to pay the price of inaction in eastern DR Congo](#), Inter Agency Working Group East and Central Africa, 5 July 2024

¹⁹ [Civilian Perspectives on Regional Security Efforts to Address Violence in the DRC](#), Center for Civilians in Conflict, July 10 2024

²⁰ [Le BCNUDH publie les principales tendances des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo pour le mois de juillet 2024](#), MONUSCO, OHCHR, 3 septembre 2024

²¹ [DR Congo turns to abusive militias to fight M23 rebels](#), the New Humanitarian, 13 August 2024

²² [DRC: EU lists nine individuals and one entity](#), EU Council, 26 July 2024

Pistes de réflexion pour un retrait responsable et durable de la MONUSCO

Points clés

- Le retrait responsable et durable de la MONUSCO doit intégrer trois objectifs clés : 1) **la participation active de la société civile** et l'appropriation locale du processus de retrait, 2) **la stabilisation de la situation sécuritaire** et 3) **la mise en œuvre de réformes de fond du secteur de la sécurité et de la justice** au niveau national.
- Grâce à sa compréhension approfondie des réalités locales et des besoins des populations, **la société civile possède non seulement la légitimité, mais aussi les atouts pour contribuer de manière constructive à un processus de retrait inclusif et sûr**. Par conséquent, elle doit se voir dotée des outils nécessaires pour jouer un rôle plus important dans l'analyse, le suivi et la responsabilisation du processus de retrait.
- En parallèle de la recherche d'une paix durable et de la stabilisation de la situation sécuritaire, **la protection immédiate et ininterrompue des civils doit rester une priorité absolue pour le gouvernement congolais et pour la communauté internationale**. Cela passe notamment par le soutien aux initiatives communautaires et non armées de protection.
- La mise en œuvre de réformes structurelles du secteur de la sécurité et de la justice est cruciale pour combattre l'impunité, la corruption et briser le cycle de la violence. En raison du manque d'impulsion politique pour l'exécution de ces réformes au niveau national, **il est impératif de se concentrer sur le rôle que les autorités locales peuvent et doivent jouer pour faire avancer ces réformes**.

L'engagement de la société civile comme vecteur d'appropriation locale et de stabilité sur le long terme

Une transition responsable et durable ne peut être menée à bien sans **une approche intégrée reposant sur une collaboration étroite entre tous les acteurs clés** : les agences des NU, le gouvernement congolais, les acteurs régionaux, mais aussi et surtout la société civile et les communautés locales.

En effet, l'actuel plan de transition considère le retrait de la MONUSCO comme un processus bilatéral entre le gouvernement et la communauté internationale, cantonnant la société civile à un rôle de consultation de façade. Assurément, la présence des NU sur le territoire congolais

dans le contexte actuel reste indispensable, notamment pour soutenir le volet d'activités civiles garantissant la protection des civils et du personnel humanitaire. Néanmoins, dans l'optique d'un futur retrait responsable et durable, **les acteurs de la société civile doivent progressivement endosser un rôle d'accompagnement, d'analyse, de surveillance et de responsabilisation du processus de retrait et ceci à tous les niveaux**. Forts de leurs connaissances des dynamiques locales et des relations de confiance tissées avec les communautés, ils bénéficient d'un **accès privilégié à des informations cruciales sur le niveau de sécurité des populations et sur leurs besoins réels en matière de protection**. Par ailleurs, les organisations de la société civile jouent un rôle central dans le soutien aux réformes des secteurs de la sécurité et de la justice. Elles assurent une réappropriation locale de ces problématiques tout en veillant à ce que les réformes répondent pleinement aux attentes des citoyens.

Pour atteindre ces objectifs, la MONUSCO doit **concevoir des outils de communication plus clairs et accessibles**, en particulier pour les habitants des territoires de l'Est. Des décennies de déception et de désinformation ont contribué à générer un sentiment de frustration, voire de colère, à l'égard des troupes onusiennes. A titre d'illustration, la récente interruption des transmissions de Radio Okapi dans certaines localités de la province du Sud-Kivu a suscité une grande déception, car cette station constituait un outil essentiel d'accès à l'information pour les communautés locales. Il est donc primordial de développer un plan de vulgarisation et faciliter un accès transparent à l'information sur le rôle de la mission et ses objectifs concernant la consolidation des acquis et les prochaines étapes du retrait, permettant ainsi d'assurer un désengagement dans les meilleures conditions.

L'implication de la société civile rend le processus de transition inclusif et crédible aux yeux de la population, garantissant ainsi une durabilité et une prévisibilité accrues pour le gouvernement dans l'instauration d'une paix durable.

Stabiliser la situation sécuritaire pour garantir la protection des civils

La paix est une précondition indispensable pour assurer la mise en œuvre de réformes structurelles visant à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. L'expérience a démontré que la crise dans l'Est de la RDC ne saurait être résolue par des moyens purement militaires. Une préoccupation urgente est donc d'identifier une solution de sortie de crise à la fois politique et régionale, en relançant les négociations de paix entre les différentes parties prenantes et ceci à tous les niveaux. A ce titre, la récente réactivation du processus de Luanda par la signature d'un accord de cessez-le-feu s'impose pour l'instant comme la seule piste politique tangible afin de permettre une stabilisation de la situation, l'acheminement de l'aide humanitaire et le retour des personnes déplacées. Il est également important pour la communauté internationale de continuer à fermement condamner les interventions étrangères non autorisées sur le territoire congolais, en faveur du respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

En parallèle de ces négociations, **la protection immédiate des civils et des droits humains doit rester une priorité absolue**, d'abord pour le gouvernement congolais mais aussi pour la communauté internationale. La gravité de la situation dans les territoires de l'Est ainsi que l'efficacité pour l'instant limitée de l'armée congolaise et de la SAMIDRC laissent plus que jamais planer le risque d'un effondrement sécuritaire aux conséquences dramatiques pour l'avenir des populations de la région. La protection des civils doit devenir une prérogative régaliennne et l'Etat congolais s'est d'ailleurs engagé à assurer une montée en puissance de ses forces de sécurité dans ces trois territoires. **Afin d'appuyer le gouvernement dans le renforcement des capacités de son armée et de sa police, la MONUSCO doit œuvrer à un transfert total et transparent de compétences, équipements et moyens logistiques.**

En outre, et tout en maintenant une présence réduite des forces onusiennes pour assurer le transfert progressif de ces tâches, les équipes pays des NU doivent continuer à accompagner la société civile locale dans le développement de plans et de mécanismes de protection non armés des civils. Cela passe notamment par la continuation des programmes de protection locaux déjà existants, notamment pour les groupes les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants. Tirant parti de l'expérience acquise grâce aux actions de la MONUSCO, des initiatives²³ actuellement menées dans la province du Sud-Kivu pour développer une approche communautaire de la protection et pallier le départ de la mission s'inscrivent dans cette démarche.

Assurer une paix de long-terme au-travers de réformes de fond du secteur sécuritaire et de la justice

Les fragilités de l'appareil sécuritaire congolais ont favorisé l'expansion des groupes armés en RDC et la formation de nombreux foyers d'insécurité. Pour assurer une transition réussie, il est primordial de travailler au rétablissement d'un Etat démocratique fort, soutenu par des institutions responsables et solides, en mesure de maîtriser la multiplication de ces groupes, rompre cette spirale de la violence et enfin répondre aux aspirations de paix des communautés.

La mise en œuvre de réformes structurelles du secteur de la sécurité est instrumentale pour lutter contre l'impunité et la corruption et atteindre ces objectifs de gouvernance solide. Ces deux facteurs entravent la professionnalisation des forces de défense et de sécurité et limite leur capacité à servir les populations civiles. En plus des programmes visant un renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurité déjà initiés par la MONUSCO, il est nécessaire d'améliorer la gouvernance sécuritaire locale et d'accroître l'efficacité et la redevabilité publique de l'armée et de la police, notamment au-travers de formations axées sur la protection des civils et le respect des droits humains. A cela s'ajoute l'établissement de mécanismes de surveillance transparents et indépendants, chargés de protéger les intérêts des citoyens et d'intervenir en cas d'abus. Finalement, ces réformes

²³ [Départ de la MONUSCO de RDC : au Sud-Kivu, quel espoir pour les civils en danger ?](#) Nonviolent Peaceforce, 11 juin 2024

doivent être réfléchies selon une approche inclusive, et allant de pair avec la mise en œuvre rapide et effective des P-DDRCS pour les combattants, pour prévenir l'émergence de nouveaux groupes et travailler à l'établissement d'un environnement plus pacifique. Dans ce contexte, la démobilisation des combattants Wazalendo dans la province du Nord-Kivu exige une vigilance accrue²⁴. Leur réintégration au sein de la société après avoir combattu aux côtés des FARDC en tant que « réservistes » risque de générer d'importantes tensions, constituant une réelle menace pour les civils.

De même, **une justice robuste s'avère être l'outil le plus efficace pour prévenir toute résurgence de violations des droits humains**. Qualifié de « malade » par le Président Tshisekedi, le système judiciaire congolais fait face à de nombreuses défaillances qui entretiennent ce climat d'impunité et de violence. Il est essentiel de développer un système judiciaire impartial, indépendant et efficace, non seulement pour juger les responsables de ces violations, mais aussi pour restaurer la confiance des citoyens dans les institutions judiciaires. Le développement d'une politique nationale de justice transitionnelle est aussi incontournable pour porter les voix des victimes et poser les bases solides d'un avenir pacifique.

Face à l'ampleur de ces défis, la société civile a largement critiqué l'insuffisante volonté politique du gouvernement congolais pour réformer radicalement ces secteurs. Conscients de **l'importance d'une appropriation nationale mais surtout locale des initiatives et réformes pour garantir une paix et une stabilité durables**, les membres du réseau EurAc tiennent à souligner qu'un **retrait trop précipité, désordonné et non-inclusif de la MONUSCO pourrait non seulement compromettre les avancées réalisées, mais aussi entraîner l'abandon des réformes en cours**. Il est donc essentiel que le soutien de la mission aux réformes de ces secteurs clés se poursuive en priorité au niveau local. Les autorités locales, mieux placées pour comprendre les enjeux sécuritaires spécifiques des territoires où le pouvoir a une présence limitée, peuvent contribuer à la mise en place de réformes pertinentes tout en renforçant la légitimité de l'Etat et la confiance des populations envers les institutions. **Cette approche décentralisée doit être appuyée par les organisations de la société civile** qui mènent un fort travail de plaidoyer, et notamment les groupes de femmes et de jeunes, acteurs essentiels dans la promotion de ces réformes.

²⁴ [Conquêtes, soutien, armement : l'offensive du M23 décryptée en infographies](#), Jeune Afrique, 26 juillet 2024

Recommandations

Le retrait accéléré de la MONUSCO a suscité d'importantes controverses, tant chez les responsables gouvernementaux que parmi la société civile. Un écart significatif de perspectives se dessine entre les grandes villes et les zones rurales les plus durement touchées par la violence. Néanmoins, tous aspirent à une transition raisonnée, efficace, et pérenne, ne mettant pas en danger leur protection et l'avenir de leur communautés. Pour les membres du réseau EurAc, ce sont ces aspirations qui doivent avant tout être reflétées dans les futures étapes de la stratégie de retrait.

Une analyse de la situation sécuritaire et humanitaire suffit à démontrer que la RDC, loin de réunir les conditions nécessaires à un retrait imminent mais surtout responsable, continue de faire face à une multitude de problèmes qui compromettent gravement sa stabilité. Il est crucial de travailler à un renforcement des capacités de l'Etat congolais et des acteurs locaux tout en plaçant la protection des civils et des droits humains au cœur des prochaines étapes. A la lumière de ces observations, **les membres du réseau EurAc appellent donc la communauté internationale, et particulièrement les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies à :**

- **Placer la société civile comme acteur clé dans la définition des prochaines étapes du processus de retrait.** Cela passe par le renforcement de ses capacités et par l'adoption d'une approche collaborative qui garantit une implication égale de tous les acteurs : la société civile, le gouvernement congolais, la MONUSCO et les équipes pays des NU, afin d'assurer la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi du prochain plan de retrait. L'implication de la société civile garantira un processus de transition inclusif et crédible pour la population affectée. Cette approche favorisera l'atteinte d'une paix et d'une stabilité durables, en opposition à des solutions éphémères.
- **Appuyer le renforcement des capacités de protection des civils et des droits humains dans les trois provinces de l'Est.** L'objectif principal est d'éviter un vide sécuritaire aux conséquences dévastatrices pour les civils, tout en continuant à assurer le transfert graduel des tâches au gouvernement, aux équipes pays des NU et à la société civile. Dans ce contexte, il est essentiel d'adopter une approche locale du partenariat, en finançant notamment les initiatives qui cherchent à mettre en œuvre des stratégies de protection communautaires et non armées.
- **Encourager le gouvernement national à adopter une approche décentralisée dans la mise en œuvre des réformes du secteur de la sécurité et de la justice.** Cela donnera aux autorités locales un rôle de premier plan dans

le processus de mise en œuvre et contribuera à surmonter les incertitudes politique au niveau national. Cette approche permettra également de renforcer la gouvernance et d'encourager une appropriation locale dans la recherche de solutions pacifiques et durables aux défis sécuritaires.

- **Améliorer l'actuelle stratégie de communication concernant le retrait de la MONUSCO en faveur d'une approche plus claire et transparente.** L'objectif est d'informer correctement les communautés locales sur les prochaines étapes du plan de retrait et d'instaurer un climat de confiance permettant un désengagement dans les meilleures conditions possibles.
- **Continuer à fermement condamner les incursions étrangères non autorisées sur le territoire congolais ainsi que toute forme de collaboration des pays de la région avec les groupes armés au nom de l'intégrité territoriale de chaque pays et de la stabilité sous-régionale.** Il est également crucial de continuer à soutenir les efforts en cours pour trouver une solution de sortie de crise à la fois régionale et politique.

A propos d'EurAc

Le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) créé en 2003 regroupe 32 organisations non-gouvernementales actives en Afrique centrale, avec un focus particulier sur la région des Grands Lacs. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union Européenne et de ses Etats membres afin d'aider la région à construire un avenir meilleur.

En tant que réseau collaborant avec des acteurs de la société civile européens et africains, EurAc offre une plateforme commune d'échange entre les OSC et les institutions de l'Union européenne, créant ainsi une approche coordonnée et globale pour répondre aux défis de la région, ainsi que des solutions adaptées aux besoins et aux réalités sur le terrain.

Contacts

Alina Garkova

Directrice

Email : alina.garkova@eurac-network.org

Numéro de téléphone : +32 (0)490 43 76 70

Mégane Rodriguès

Policy and Advocacy Officer

Email : megane.rodrigues@eurac-network.org

Numéro de téléphone : + 32 (0) 493 35 52 44